

## **NEW VERSION**

### **NOTE DE TRANSMISSION**

---

Émetteur : le Secrétariat

Destinataire : la Convention

---

Objet: **Contribution présentée par Mme Sylvia-Yvonne Kaufmann, membre de la  
Convention: "Un traité constitutionnel pour une Europe sociale"**

---

Le Secrétaire général de la Convention a reçu de Mme Sylvia-Yvonne Kaufmann, membre de la Convention, la contribution figurant en annexe.

## **UN TRAITÉ DE CONSTITUTION POUR UNE EUROPE SOCIALE**

L'Union européenne se trouve à un carrefour historique: soit elle gagne l'approbation et le soutien des citoyens, soit elle est condamnée à échouer à long terme. Il est un point indiscutable: depuis longtemps déjà, la Communauté connaît une crise de confiance complexe qui est devenue durable depuis le Sommet européen de Nice. Les causes en sont variées. Outre le déficit démocratique et le manque de transparence des prises de décision européennes, s'ajoute aussi le fait que sa cohésion sociale, contrairement à l'intégration économique et monétaire forcée, décline de manière dramatique.

Étant donné que, pour l'essentiel, la politique de l'UE est orientée en fonction des lois du marché, une grande partie de la population a l'impression que la priorité est donnée aux intérêts des multinationales, des bourses et des banques. Dans la perception publique, l'UE est jugée d'être responsable pour un programme des prétentions sociales. L'assurance d'une concurrence internationale, la libéralisation du marché unique européen, ainsi que la flexibilisation et la dérégulation du travail créent un climat d'insécurité sociale. Les citoyens sont déçus de voir que la Communauté n'entreprend que trop peu d'actions pour structurer la mondialisation au niveau social et environnemental, pour mieux répartir la richesse générée par la mondialisation et pour réduire les écarts de revenus. Ils regrettent l'absence d'initiative énergique tendant avec succès à récupérer, par le biais de l'intégration européenne, une marge de manœuvre politique en vue du plein emploi, de la justice sociale et de la garantie des conditions de vie naturelles fondamentales.

Les perspectives de l'élargissement de l'Union à 28 membres amplifient encore ces défis. L'écart de niveau de vie entre les nouveaux membres potentiels et les actuels États membres de l'UE est énorme. Les systèmes sociaux et les services publics de base dans les pays candidats à l'adhésion ne sont que faiblement développés, en revanche la pression de la concurrence dans le marché intérieur est élevée. Une poussée du chômage de masse, de la pauvreté et de l'exclusion sociale par suite d'un élargissement guidé prioritairement par des impératifs de marché se transformerait en une contrainte trop lourde pour l'ensemble de l'Union. C'est la raison pour laquelle nombreux sont ceux pour qui, dans l'Union, la perspective d'élargissement est avant tout synonyme de craintes de déclin social.

Dans ce contexte et parallèlement à un « nationalisme territorial » grandissant, les exigences pour « moins d'Europe » et pour une renationalisation s'expriment plus nettement que jamais. Elles trouvent un écho plus large même au niveau des activités de politique européenne des différents États membres de l'UE et des partis établis, ainsi que le montre le débat sur le partage des compétences entre l'UE, les États membres et leurs structures régionales. En outre, dans toute l'Europe, les partis et les mouvements d'extrême droite et populistes de droite, qui défendent des positions xénophobes et ouvertement anti-européennes, ont gagné en popularité. Ils profitent considérablement du ras-le-bol largement répandu en Europe. Le besoin de protection sociale et de conditions de vie sûres se transforme en comportements de rejet nationalistes et autoritaires. Si ce processus se poursuit, la crise d'intégration de l'Union ira encore en s'accroissant. L'unité européenne n'est pas encore irréversible. Nous avons l'euro sans l'union politique de l'Europe, le marché unique européen et l'Union économique et monétaire sans union de l'emploi ni union sociale et environnementale. Il ne suffit donc pas de se contenter de réformer les institutions européennes, il faut également en renforcer les bases

sociales de l'EU. Le renforcement du modèle social européen dans une union élargie en tenant compte des diverses expressions de l'Etat-providence et de l'Etat social dans les États membres et, partant, la création d'une Europe sociale, est une condition sine qua non pour faire du Traité de Constitution de l'UE un fondement de l'intégration européenne véritablement viable.

## 1. Fondements d'une Europe sociale

La Communauté européenne, issue de la CEE de 1957, avec son marché commun, repose principalement sur le fondement du marché et de la concurrence. La fonction constitutive de « biens publics » dans la vie économique, leur défense et la participation démocratique de tous à leur utilisation durable n'apparaissent pratiquement pas dans la conception du marché commun. Dans le format qui a été jusqu'à présent celui de la CE, la politique commune a été essentiellement axée sur la politique de marché. La priorité a été donnée à la politique monétaire, de la concurrence et économique comme « affaire d'intérêt commun », alors que la politique sociale et de l'emploi ainsi que la protection de l'environnement et des consommateurs ont été conçues comme des « politiques secondaires », avec un statut différent et des degrés d'obligation différents. Elles ont ceci en commun qu'elles, au mieux, corrigent ou modifient la politique de marché. Cette conception hiérarchique, privilégiant unilatéralement les intérêts du marché et de l'économie, d'un « espace sans frontières » et de l'Union économique et monétaire ne peut cependant pas conduire à un développement économique et social équilibré.

Pourtant, l'article 2 du Traité de l'UE (dispositions communes) constitue un point de départ positif pour le projet d'une Europe sociale. L'Union s'y fixe l'objectif de la « promotion du progrès économique et social et d'un niveau d'emploi élevé, ainsi que d'un développement équilibré et durable, en particulier par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire ». Les trois objectifs du progrès économique et social, de la cohésion économique et sociale et du développement durable sont étroitement liés. Et c'est la raison pour laquelle ils nécessitent un modèle de développement économique et social *d'intégration* pour l'UE en tant qu'espace sans frontières intérieures.

Pour l'édification d'une Europe sociale, il s'agit prioritairement de soutenir un développement durable en Europe occidentale et orientale dans ses trois dimensions: économique, sociale et écologique. Les principales missions de la politique économique, industrielle, de l'emploi, environnementale et sociale sont ici: la conception sociale et écologique de la mutation de la structure économique, une mutation durable de la consommation, la création du plein emploi avec qualité du travail, des postes de travail sûrs, tant au niveau social qu'au niveau des salaires, des revenus raisonnables, l'égalité des sexes, un niveau et une qualité élevés de protection sociale ainsi qu'un haut degré d'équité en matière de redistribution. Les besoins sociaux (achèvement d'une infrastructure sociale, formation et culture, création de conditions de vie égales ainsi que protection et réhabilitation de l'environnement) sont des domaines essentiels pour les investissements et l'activité productive. L'orientation à court terme, axée sur le rendement, doit faire place à la durabilité sociale et écologique du développement économique. Le large développement des revenus globaux et la garantie d'une couverture sociale, tant dans le travail qu'au-delà du travail, ne doivent plus être considérés que comme des coûts qu'il s'agit de minimiser. Il s'agit au contraire d'un objectif positif et, simultanément, d'une condition du développement économique.

La conception d'une Europe sociale reprend d'une manière émancipatrice les traditions européennes de l'Etat-providence et en fait justement le fondement de son modèle de développement économique. Il

s'agit d'une conception de la vie économique qui accorde la priorité à l'amélioration de la qualité de vie des populations et à l'assurance de l'intégrité sociale et écologique de leurs conditions de vie avec une efficacité économique, des produits et des prestations de services de qualité ainsi qu'une innovation qui respecte l'environnement. Cela comporte aussi un renforcement et une rénovation des services publics et d'intérêt général pour la concrétisation matérielle des droits fondamentaux économiques, sociaux et culturels des ressortissants de l'Union européenne.

## **2. Droits fondamentaux et objectifs généraux du Traité de Constitution européenne**

Le Traité de Constitution européenne devrait supprimer l'actuelle structure en piliers du Traité de l'UE et l'articuler en deux parties. Une première partie, constitutionnelle, comporterait principalement les objectifs généraux de l'Union, les droits fondamentaux, les dispositions relatives à l'organisation des institutions et des organes de l'UE. Une deuxième partie devrait contenir les politiques de l'UE et les procédures à appliquer dans ce cadre.

Ce Traité de Constitution européenne devrait indiquer clairement et nettement que l'UE repose sur le principe de base du modèle social européen avec une forte implication de l'État-providence et de l'État social ainsi que des systèmes d'assurance sociale solidaire par répartition.

Pour cela, il est nécessaire de donner à la Charte des droits fondamentaux de l'UE, qui comprend des droits fondamentaux sociaux essentiels, un caractère juridique obligatoire en l'intégrant dans la partie constitutionnelle du Traité de Constitution. D'une part, toutes les citoyennes et tous les citoyens jouiraient ainsi, vis-à-vis de l'UE, de droits fondamentaux sociaux à caractère juridique obligatoire et leur permettant de saisir individuellement la Cour européenne de justice. D'autre part et simultanément, toutes les institutions de l'UE auraient l'obligation de garantir et de respecter ces droits fondamentaux dans tous leurs domaines de compétence et dans toutes leurs décisions politiques. Cet ancrage de la Charte des droits fondamentaux dans le Traité de Constitution entraînerait également, pour l'UE et ses États membres, l'obligation d'en assurer la garantie matérielle par des politiques et des programmes de mesures appropriés.

Après une période raisonnable d'application, avec caractère juridique obligatoire, de la Charte des droits fondamentaux, il conviendrait de rechercher s'il existe des lacunes dans la protection des droits individuels. C'est la raison pour laquelle le Traité de Constitution devrait comporter une clause permettant l'amélioration et l'actualisation des droits fondamentaux. Il faut s'assurer qu'une future révision de la Charte ne pourra être entreprise que par une convention.

En ce qui concerne la garantie matérielle des droits fondamentaux, sociaux, économiques et culturels, les structures des services publics et, en particulier, les régimes d'assurance sociale solidaire et les services économiques et sociaux d'intérêt général jouent un rôle clé. Ce n'est que par leur intermédiaire qu'il sera possible d'avoir un accès non discriminatoire à tous les biens publics pour un usage durable. C'est la raison pour laquelle il faut garantir aux États membres des marges de manœuvre en matière de définition et de conception des services publics et d'intérêt général.

La protection des biens publics et des services publics, la promotion d'un régime d'assurance sociale solidaire et des services d'intérêt général doivent donc être mises en exergue dans le nouveau Traité de Constitution comme objectif et mission de l'UE. Dans la mesure où des services d'intérêt général sont fournis sous forme de marché, il faut se référer à une obligation de service universel, global et de haute qualité. Le droit de la concurrence doit être modifié afin que les prestations de services publics et

d'intérêt général soient exclues des règles de la concurrence et que des contraintes écologiques, sociales ou de politique de l'emploi appliquées à des services d'intérêt général ne puissent pas être sanctionnées comme une distorsion de la concurrence.

Les objectifs figurant dans l'actuel Traité de l'UE (article 2), les domaines d'activité (article 3) et les descriptions des missions pour la politique économique (article 4) nécessitent une réforme en profondeur afin que la conception d'une Europe sociale puisse entrer en vigueur.

Les éléments clés du modèle social européen doivent être intégrés dans le Traité de Constitution. Pour ce faire, il est nécessaire que le principe de « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre » stipulé, entre autres, dans l'actuel article 4 TCE soit supprimé.

Dans la première partie du Traité de Constitution, il faudra fixer principalement comme objectifs de l'UE: le plein emploi avec qualité du travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, la promotion du modèle social européen avec une forte implication de l'État-providence et des régimes d'assurance sociale solidaire par répartition, l'abolition de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la protection des biens publics et la garantie d'un accès non discriminatoire à ces biens par des structures de services publics de base, l'amélioration des conditions de vie et de travail, un niveau élevé de la protection et de la qualité de l'environnement, la cohésion économique et sociale, une économie efficace et rentable et la convergence des prestations économiques, la solidarité entre les États membres et les régions.

La réforme des domaines d'activité doit assurer, au minimum, que les politiques économique, sociale, environnementale et de l'emploi soient placées sur un même plan en tant que politiques d'intérêt communautaire et puissent être reliées entre elles par une stratégie commune de durabilité (socio-économique governance). La « politique économique » menée jusqu'à présent serait remplacée par un processus, plus large en ce sens de « gouvernance économique européenne ». L'objectif visé est la concrétisation d'une union économique et monétaire solidaire et de l'union sociale, de l'emploi et de l'environnement.

## **Exigences posées au Traité de Constitution européenne**

### **Droits fondamentaux**

- Intégration de la Charte des droits fondamentaux dans la partie constitutionnelle du Traité de Constitution et droit individuel de saisir la justice pour les citoyennes et les citoyens
- Intégration d'une clause de révision permettant une évolution des droits fondamentaux par une convention

### **Objectifs**

- Référence aux éléments clés du modèle social européen
- Intégration des nouveaux objectifs: plein emploi avec qualité du travail; abolition de la pauvreté et de l'exclusion sociale; protection des biens publics, des services publics de base et des services économiques et sociaux d'intérêt commun. L'objectif d'un « haut degré de compétitivité » doit être remplacé par « un haut degré d'efficacité économique » (actuellement: article 2 TCE).

### **Domaines d'activité**

- La promotion de la coordination des politiques des États membres dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et une contribution à la protection des biens publics doivent être intégrées dans le Traité de Constitution comme domaines d'activité de la Communauté (actuellement: article 3 TCE)

### **Services publics et d'intérêt général**

- Garantie constitutionnelle des marges de manœuvre laissées aux États membres et à leurs collectivités territoriales en matière de définition et de conception des services publics et des services d'intérêt général
- Énonciation explicite du fait que le droit de la concurrence et des subventions ne s'applique pas en matière de prestations des services publics et que les prestations de services d'intérêt commun peuvent être mises à disposition hors concurrence dans la mesure où elles seront fournies par la collectivité territoriale compétente soi-même (ou une association de collectivités territoriales) ou avec des entreprises propres (cela concerne, entre autres, les actuels articles 16, 86 et 87 TCE)

### **3. Gouvernance économique européenne pour la durabilité et la solidarité**

Le modèle de développement socio-économique de l'UE est marqué par le marché unique européen déjà largement constitué et la création d'une Union économique et monétaire. Il sera structuré par les dispositions du Traité (libre circulation des marchandises, agriculture, libre circulation des travailleurs et liberté d'établissement, libre circulation des services et des capitaux, Union économique et monétaire, emploi, politique sociale, environnement, protection des consommateurs, politique commerciale, etc.) par des actes juridiques communautaires subséquents (par exemple, réglementation du marché unique) ou des programmes d'action ainsi que par différents instruments de coordination destinés aux politiques sectorielles.

La politique monétaire sera élaborée par la Banque centrale européenne (BCE) et le système européen des banques centrales (SEBC) de manière autonome en donnant la priorité à la stabilité des prix. Dans la mesure où celle-ci n'en sera pas affectée, la BCE et le SEBC soutiendront également la politique économique générale dans la Communauté (article 105 TCE) et « prendront en considération » l'objectif d'un niveau élevé de l'emploi (article 127, alinéa 2 TCE).

La politique économique de l'UE doit s'orienter, d'après l'article 4 du Traité CE, sur les principes indicatifs suivants: « prix stables, finances publiques et conditions cadres monétaires saines ainsi qu'une balance des paiements durablement finançable ». Avec le Pacte de stabilité et de croissance, le protocole de procédure en cas de déficit excessif et les dispositions du Traité CE (article 104 TCE), l'UE dispose d'une réglementation fixe à coordonner les politiques budgétaires des États membres. Ils doivent maintenir leur déficit budgétaire au-dessous de la barre de 3 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) et l'endettement global de l'État ne doit pas dépasser 60 pour cent dudit PIB. Allant bien au-delà de ces dispositions, les États membres se sont engagés à atteindre, d'ici 2004, des budgets équilibrés voire à enregistrer des excédents budgétaires.

En conclusion: La politique économique européenne sera coordonnée, d'après la réglementation du Traité en vigueur, sur un mode plutôt négatif. Il faut éviter un endettement excessif - pour le reste les politiques économiques, financières et budgétaires demeurent du ressort national des États membres.

#### **3.1. Les structures actuelles font obstacle à une stratégie de la durabilité et de la solidarité**

Les grandes orientations des politiques économiques avec des recommandations pour l'UE et pour chacun des États membres, ainsi qu'un processus multilatéral de surveillance de la mise en œuvre des recommandations constituent l'instrument de coordination des politiques économiques des États membres dans ce sens strict. Outre les points essentiels que sont la stabilité des prix et la consolidation budgétaire, sont venues s'y ajouter ces dernières années des recommandations sur les réformes structurelles des marchés des biens et des capitaux (politique de libéralisation) et sur la flexibilisation des marchés du travail.

Par ailleurs, sur la base du Titre VIII du Traité CE (Emploi) une stratégie coordonnée de l'emploi dans l'UE avec des lignes directrices européennes annuelles (le processus dit de Luxembourg (1997) a été élaborée. Les États membres transposent ces lignes directrices dans des plans d'action nationaux pour la politique de l'emploi. Les lignes directrices présentent un caractère obligatoire faible, subordonné aux objectifs des lignes directrices de politique économique. En outre, l'article 125 du Traité CE limite la « politique de l'emploi » essentiellement à la politique et aux réformes du marché du travail en vue d'obtenir des marchés du travail plus flexibles.

En dehors de cette procédure européenne de coordination en matière de politique économique et de l'emploi issu du droit primaire de l'UE, d'autres processus d'harmonisation européenne se sont également développés:

- ◆ Le *Processus de Cardiff* (1998) traite des réformes dites structurelles dans le marché unique. Et les objectifs en sont une flexibilité plus élevée des marchés des biens et des capitaux, l'intégration des marchés financiers européens, la coordination des réformes du marché du travail et des finances, la lutte contre les aides d'Etat, l'empêchement de la concurrence fiscale déloyale ainsi que des projets de libéralisation globaux. Les services qui, autrefois, étaient principalement organisés par les pouvoirs publics seront ouverts à la concurrence par des entreprises privés et les entreprises publiques seront privatisées. Sont visés ici: l'alimentation d'énergie électrique et de gaz, les télécommunications, le chemin de fer, les services postaux, les transports aériens, les adjudications publiques, la télécommercialisation de prestations financières de services, la création d'un marché unique européen pour des prestations de services, le commerce électronique, les entreprises de transport régional et communal, les prestations de services publics communaux de base.
- ◆ Le *Processus de Cologne* (1999) concerne le dialogue macroéconomique entre les gouvernements des États membres, la Commission européenne, la Banque centrale européenne et les partenaires sociaux. Il s'agit là d'un échange d'idées et d'expériences en vue d'harmoniser les politiques économiques et fiscales des États membres avec la politique monétaire de la BCE et la politique salariale des partenaires sociaux, sans décisions contraignantes. L'idée directrice en est que la stimulation d'une croissance économique non inflationniste contribuera à la création d'emplois.
- ◆ La *Stratégie de Lisbonne* (2000) fut une première tentative d'unification des processus de coordination antérieurs. Elle est axée sur l'idée de créer un « triangle équilatéral » constitué par les politiques économique, sociale et de l'emploi qui doivent s'interpénétrer et se soutenir mutuellement. L'objectif visé est de faire de l'UE « l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive du monde » avec « plein emploi d'ici 2010 », « des postes de travail plus nombreux et meilleurs », la qualité du travail, le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration de la qualité de la politique sociale. Les sommets européens ultérieurs de Nice (2000), Stockholm et Göteborg (2001) ont créé des processus de coordination complémentaire selon la « nouvelle méthode ouverte de la coordination ». Cette méthode est conçue comme une procédure intergouvernementale à l'écoute des organisations de la société civile. L'objectif en est l'amélioration du niveau du savoir et de l'échange d'expériences ainsi que la comparaison des meilleures pratiques sur la base d'indicateurs comparables au niveau européen. Dans le domaine de la politique sociale, les États membres ont été invités à élaborer des plans d'actions nationaux sur une base bisannuelle pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de présenter des rapports sur les résultats obtenus. Par ailleurs, on a entrepris une méthode de coordination ouverte sur la politique des retraites et la protection de la santé (assurance maladie, services d'assistance). La « dimension environnementale de la Communauté » doit être renforcée par une « stratégie pour un développement durable » qui prend en compte les changements climatiques, les transports, la santé publique et les ressources naturelles. Si l'on compare avec ce qui se passe dans le cas de la coordination des politiques de l'emploi, les droits de participation du Parlement européen à ces processus sont encore moins développés.



La coordination des réformes relatives aux retraites et à la santé visent prioritairement à empêcher des augmentations des dépenses et à endiguer ainsi la pression sur les budgets des États membres. Elle favorise la privatisation partielle des assurances sociales et doit organiser un afflux de capitaux dans ces domaines (régime de retraite d'entreprise, prévoyance privée pour l'assurance vieillesse et l'assurance maladie) afin de stimuler les marchés financiers européens.

La politique économique européenne est donc, en substance, une politique de marché. Les divers processus de coordination sont éclatés et très peu harmonisés aussi bien au niveau du contenu que dans le temps. Il n'existe aucun forum où il serait possible de traiter les conflits d'objectifs entre l'économie, l'emploi, l'environnement et les affaires sociales et de les résoudre par des concepts d'intégration appropriés. Les implications d'une politique de redistribution ne sont pas prises en compte au travers des domaines de coordination.

### **3.2. Une stratégie de durabilité et de solidarité est possible**

Avec le marché unique européen et l'Union économique et monétaire, l'UE dispose de forts potentiels de mise en œuvre d'une politique pour la durabilité et la solidarité. En tant que grand espace économique commun, elle offre beaucoup plus de possibilités de concevoir une politique économique et sociale que chacun de ses États membres pris séparément. Alors que la dépendance des différents États membres par rapport à l'économie extérieure est considérable, pouvant atteindre de 25 à plus de 50 pour cent, elle n'est que de 10 pour cent pour l'espace économique de l'UE. Cela signifie que 90 pour cent du commerce est intracommunautaire. La BCE avait déjà constaté clairement en 1999 que le développement de l'économie unique au sein de la zone euro aurait un poids bien plus important que les facteurs externes. Dans une Union élargie cette tendance va encore se renforcer. La pression de la concurrence par les « forces de la mondialisation » en sera donc nettement diminuée dans l'espace économique d'une UE élargie. L'accent mis dans de nombreux articles du Traité CE sur l'objectif de la « compétitivité » ne représente donc pas, dans ce contexte un élément économiquement déterminant, ni l'objectif à suivre pour une politique économique européenne. Grâce à une conception socio-écologique durable de l'économie intérieure européenne et au renforcement de l'économie régionale, l'UE peut éviter les pièges de la mondialisation et devenir, par-là même, un modèle de développement attractif pour d'autres régions économiques.

Des politiques fiscales et financières coordonnées en vue d'un financement solide et équitable des missions sociales des États membres, des politiques budgétaires coordonnées pour des investissements publics renforcés dans les infrastructures sociales et pour une mutation écologique structurelle, des politiques monétaires, budgétaires et des salaires coordonnés en vue du renforcement de l'économie intérieure et de la stimulation de la demande du marché unique dans le respect de l'environnement - tout cela peut valoir la peine et apporter le plein emploi car tous les partenaires de cette coopération peuvent profiter des « effets multiplicateurs » plus forts d'une grande économie intérieure. Chaque euro investi intelligemment dans le cadre d'une stratégie d'économie intérieure entraînerait des investissements et une demande pouvant aller jusqu'à trois euros. Il s'ensuivrait des revenus d'impôt plus élevés, des dépenses de chômage réduites et une décharge des budgets des États.

### **3.3. Gouvernance économique européenne conçue sous forme de processus**

Le potentiel de création du marché unique et de l'Union économique et monétaire finira par s'épuiser. Le « triangle équilatéral » de la stratégie de Lisbonne devrait être complété par la dimension environnementale pour former un carré politique. Cela serait d'ailleurs mieux adapté à l'objectif du

développement durable. Une stratégie de durabilité de la Communauté doit tisser des liens, au niveau des institutions et du contenu, entre les politiques économiques, sociales, environnementales et de l'emploi afin que l'Union puisse relever le défi qu'elle s'est posé de promouvoir un développement durable. Une stratégie intégrée de durabilité est plus à même de traiter les interactions et les conflits d'objectifs entre les différents domaines de la politique qui, jusqu'à présent, ont été pris isolément. En conséquence, une « politique économique » vise simultanément l'objectif du plein emploi, de la promotion du modèle social européen et de la conception de la mutation structurelle écologique.

Dépassant la politique du marché du travail, la « politique de l'emploi » acquiert une dimension macroéconomique et doit inclure des objectifs de politique sociale tels que la qualité du travail, l'égalité des sexes, une conception de l'environnement du travail qui préserve la santé. La « politique environnementale », indépendamment de ses missions propres, doit aussi veiller à ce que la mutation écologique structurelle contribue à plus d'emplois et à la qualité des postes de travail et évite l'exclusion sociale. Grâce à une stratégie intégrée, les résultats de la politique européenne peuvent donc être nettement optimisés car l'équilibre des objectifs sera respectée et leurs interactions seront sciemment prises en considération.

Je propose donc de réformer la procédure de coordination pour une politique économique, sociale et de l'emploi et de la relier, conjointement avec la « dimension environnementale de la Communauté » dans un processus unique intégré: *la stratégie de durabilité de la Communauté*. Comme auparavant, il s'agira ici de coordonner les politiques des États membres selon des grandes orientations ou des lignes directrices européennes convenues en commun. Grâce aux « lignes directrices européennes pour un développement économique et social durable », il serait possible de formuler des objectifs obligatoires pour la politique de l'UE et des États membres et d'organiser et d'évaluer leur mise en œuvre grâce à un procédé de surveillance multilatérale, comme c'était le cas jusqu'à présent avec les lignes directrices de politique économique. De cette manière, l'UE serait en mesure de créer une « gouvernance économique européenne pour la durabilité et la solidarité » en tant que processus. Ces lignes directrices pourraient être conçues pour une période de deux ans et demi afin de permettre une meilleure surveillance et une participation démocratique améliorée de tous les acteurs importants.

Le droit d'initiative pour ces lignes directrices reviendrait à la Commission européenne. Les partenaires sociaux et les organisations non gouvernementales pourraient, dans le cadre d'une procédure de consultations transparentes, prendre position. Les États membres devraient s'engager à débattre de la proposition de la Commission dans une procédure d'audience parlementaire au niveau des parlements nationaux (et, le cas échéant, régionaux). Le Parlement européen participerait avec le Conseil, sur un pied d'égalité et au même niveau, aux délibérations sur les lignes directrices. La procédure concrète de prise des décisions dépendrait donc de la structure qu'adopterait globalement la réforme institutionnelle.

Si des propositions de transformation du Conseil en une Chambre des États de l'UE et pour une procédure législative commune avec le Parlement européen devaient être retenues, la procédure décisionnelle relative aux lignes directrices pourrait être conçue de manière analogue. Sinon, le Parlement européen devrait avoir, en ce qui concerne les lignes directrices, des droits analogues à ceux qui lui étaient octroyés, jusqu'à présent, par la procédure de codécision dans la législation de l'UE. En outre, la Commission devrait établir, au moment des sessions annuelles de printemps du Conseil, un « rapport sur la situation économique et sociale de l'Union sur la voie de la durabilité », qui évaluerait, entre autres, les progrès de la mise en œuvre des lignes directrices sur la base des indicateurs structurels (un rapport intermédiaire en fin de première année et un rapport final en fin de seconde année). Enfin,

et sur la base d'une délibération commune du Conseil et du Parlement européen relative au rapport final, une proposition de lignes directrices serait présentée pour la période suivante.

Un dialogue macroéconomique renforcé (partenaires sociaux et organisations non gouvernementales, BCE, Commission, Conseil, PE) pourrait encore optimiser la mise en œuvre des lignes directrices si une harmonisation entre la politique monétaire, la politique salariale (en préservant absolument l'autonomie en matière de fixation de salaires) et les autres éléments de la politique pour un développement économique et social durable était mise en œuvre. Les lignes directrices devraient, en outre, s'accompagner de programme d'actions et de mesures ainsi que de règlements cadres européens dans tous les domaines politiques importants à cet égard (par exemple aussi de la politique de la recherche, de la politique régionale etc.).

### **Exigences posées au Traité de Constitution européenne**

- Intégration d'un chapitre « gouvernance socio-économique européenne pour la durabilité et la solidarité » (european socio-economic governance) dans le nouveau Traité de Constitution, réunissant la coordination de la politique économique et de l'emploi, qui figurait jusqu'à présent dans Traité CE, avec la coordination ouverte de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la « Stratégie de Göteborg pour un développement durable ».
- Concrétisation de la « socio-economic governance » pour une stratégie de durabilité de l'UE, en y intégrant à parts égales des objectifs de politique économique, sociale, environnementale et de l'emploi, qui, grâce à une coordination des politiques des États membres, sera rendue opérationnelle par le biais de « lignes directrices de l'UE pour un développement économique et social durable ».
- Droit de proposition pour les lignes directrices de la Commission européenne; décision par le Conseil et le Parlement européen dans une procédure de codécision; évaluation et procédure de surveillance multilatérale analogue aux actuelles « grandes orientations des politiques économiques ».
- En outre, définition des politiques économique, sociale, environnementale et de l'emploi comme politiques d'intérêt communautaire d'égale importance.
- Des indications à motivation plutôt idéologique et relatives à des objectifs tels que « compétitivité » (actuellement: articles 2, 3 m, 27, 131, 136, 157, 163 TCE) et « le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre (actuellement: articles 4, 105 TCE) devraient disparaître lors d'un remaniement du Traité.

#### **4. Les quatre piliers d'une stratégie de durabilité intégrée de l'UE et leur ancrage dans le Traité de Constitution européenne**

Une stratégie de durabilité intégrée de l'UE doit reposer sur le principe de l'aide sociale aux personnes, de la création du bien-être pour tous dans le respect de l'environnement et le principe de la redistribution équitable. Les précédentes « réformes structurelles » de l'UE visant à la libéralisation et à la dérégulation des marchés des capitaux, des biens et du travail n'ont pas souvent répondu aux attentes qui y étaient liées: efficacité économique supérieure, concurrence plus transparente, plus d'emplois, une offre de services de meilleure qualité. Au lieu de conserver imperturbablement ce cap, les expériences qui ont été faites jusqu'à présent devraient être évaluées et les erreurs de développement corrigées. Il faut agir de toute urgence au niveau de la nouvelle conception du Traité en vue d'une Union économique et monétaire solidaire ainsi que d'une Union de l'emploi, sociale et de l'environnement.

##### **4.1. Politique macroéconomique**

###### **Politique monétaire**

La politique monétaire européenne doit assumer la responsabilité de la stabilité des prix, de la création du plein emploi ainsi que d'un développement économique durable. Le catalogue des tâches fixées à la BCE et au SEBC doit être revu en conséquence dans le nouveau Traité (auparavant: article 105 TCE).

La BCE doit être chargée d'intégrer les critères posés par les lignes directrices pour un développement économique et social durable dans sa stratégie de politique monétaire et de motiver ladite stratégie publiquement et de manière détaillée. Il faut ensuite insérer la politique monétaire dans la coopération macroéconomique au niveau européen. Certes, le nouveau Traité pourra encore prévoir que la BCE et le SEBC n'ont pas besoin de recevoir d'instructions de la part des organes de l'UE ou des gouvernements des États membres. Cependant, la formulation qui figure dans l'actuel article 108 TCE et selon laquelle les membres des organes de décision de la BCE et du SEBC ne devraient pas être « influencés » dans l'exercice de leur mission, formulation qui prête aux malentendus, devrait disparaître du nouveau Traité pour laisser place à la coopération. La collaboration entre la BCE, la Commission, le Conseil, le Parlement européen et les partenaires sociaux européens dans le cadre du dialogue macroéconomique devrait, au contraire, y faire l'objet d'une mention expresse.

Le statut de la BCE devrait être transféré dans le droit secondaire de l'UE. Afin de parvenir à une plus grande transparence de la politique financière, la BCE doit avoir l'obligation de rendre public, après les décisions de politique monétaire, le comportement des votes, le procès-verbal de séance et un résumé des divers points de vue exprimés au conseil de gouverneurs de la Banque centrale.

Dans l'UE constituée de 15 États membres, la construction de l'Union économique et monétaire est pratiquement terminée. Jusqu'à présent le Danemark, la Grande Bretagne et la Suède ne sont pas entrés dans l'Union monétaire et ils peuvent réviser cette position à tout moment. Cependant, avec l'adhésion de 10 à 13 nouveaux États membres, la situation est totalement changée. Près de la moitié des États membres de l'Union élargie ne font pas partie de l'Union monétaire. Pour y être admis, les nouveaux membres devraient tout d'abord se qualifier en fonction des critères de convergence de Maastricht. Mais ces critères étaient liés à des conditions initiales particulières (participation au mécanisme de cours des changes du SME, tendance vers un taux d'inflation moyen des trois États membres présentant la plus faible hausse des prix etc.), toutes conditions qui ont désormais disparu avec l'union monétaire existante et l'euro.

Les dispositions transitoires de la deuxième et la troisième phase de l'Union économique et monétaire (principalement les actuels articles 116 et suivants et les articles 121 à 124 TCE) sont ainsi devenues obsolètes du fait de la concrétisation réussie de l'union monétaire. Elles doivent disparaître dans le nouveau Traité. En revanche, il faudrait poser de nouveaux critères pour une adhésion des nouveaux membres à la zone euro. Ces critères doivent être prioritairement orientés sur l'économie réelle eu égard à la force économique de la zone euro et au poids économique comparativement moindre des pays candidats à l'adhésion.

Les nouveaux États membres ont d'abord besoin de marges de manœuvre en matière de politique économique et de la concurrence pour consolider leurs propres économies, créer de l'emploi et faire face à la mutation structurelle socio-écologique dans le secteur industriel et des services. La maîtrise de leur entrée dans l'union monétaire sans contraintes économiques et sociales importantes est conditionnée par la réussite de ce processus. C'est pourquoi une adhésion hâtive à la zone euro ne semble pas recommandable.

Toutefois, il est urgent d'intégrer dans la politique monétaire les nouveaux États membres en les associant à un système monétaire européen solidaire (SME) avec l'euro comme point d'ancrage et de stabilité. Sous l'égide commune d'un SME, les pays candidats à l'adhésion pourraient coordonner leur politique monétaire avec la BCE (fixation de marges de fluctuation déterminées pour les différentes devises nationales par rapport à l'euro, intervention de la BCE pour soutenir les cours des changes et, notamment, procédure harmonisée au cas où une dévaluation s'avérerait nécessaire). C'est ainsi qu'il serait possible d'organiser, même dans une Europe élargie, la stabilité politique monétaire pour tous les pays qui le souhaiteraient. Une UE élargie doit marier une coopération renforcée des politiques monétaires dans la zone euro, en l'organisant par un Conseil de la zone euro, et la collaboration solidaire en matière de politique monétaire dans le SME avec les nouveaux États membres.

L'UE doit apporter une contribution active au contrôle démocratique ainsi qu'à la régulation des marchés financiers internationaux et à une coopération globale dans le domaine de la politique de cours des changes.

Pour ce faire, il est nécessaire que l'UE dispose d'une représentation commune à l'extérieur, en tant que zone euro / SME, auprès des organismes internationaux économiques et financiers.

### **Politique budgétaire et politique financière**

La politique budgétaire des États membres doit être coordonnée au niveau européen pour renforcer les investissements publics et stimuler ainsi l'économie intérieure de l'UE. Les investissements doivent se faire dans les domaines du social et de l'écologie pour mettre en œuvre une mutation de l'Europe en une Union sociale et environnementale. La coordination des investissements publics peut apporter une contribution importante à la création de nouveaux postes de travail réguliers. Par suite de la faible dépendance de l'UE vis-à-vis de l'économie extérieure et des effets multiplicateurs plus élevés dans une grande économie intérieure, les investissements publics s'autofinancent à long terme même s'ils ont eu recours à des crédits. Une politique budgétaire coordonnée active visant à augmenter les investissements publics n'est donc pas synonyme d'un plus fort endettement des États.

À l'avenir, il faudrait également éviter des déficits publics excessifs. Toutefois, le nouveau Traité devrait permettre un endettement orienté vers les investissements. Les déficits doivent être réduits prioritairement lorsque la conjoncture est bonne, les déficits structurels doivent être empêchés. Cet objectif pourrait être rendu opérationnel par l'exigence d'un quota du niveau de dettes, stable à long

terme mais variable en fonction de la conjoncture. Il faudrait donc modifier en conséquence et préciser les règles des déficits en vigueur jusqu'à présent (actuellement: article 104 TCE, protocole sur la procédure à suivre en cas de déficit excessif) ainsi que le Pacte de stabilité et de croissance.

L'introduction de l'euro a intensifié la concurrence entre les États membres. Pour éviter en particulier un renforcement du dumping fiscal, il est nécessaire de prendre des mesures d'harmonisation dans le domaine fiscal qui permettraient, dans le même temps, une réforme de la politique des revenus de l'UE.

Il serait ainsi possible de mettre en œuvre, dans l'UE, une imposition dans toute l'UE qui correspond aux capacités économiques. Cela suppose des mesures en vue d'harmoniser l'imposition des entreprises et l'imposition des revenus des capitaux accompagnées d'un assainissement des paradis fiscaux. La première mesure pourrait être ici une obligation de moratoire qui interdirait, avec effet immédiat, une baisse des impôts sur les entreprises et les capitaux. Une harmonisation des impôts dans ce domaine contribuerait à attirer les détenteurs de capitaux et de patrimoine pour financer raisonnablement les dépenses publiques. Elle permettrait aux États, grâce à des revenus complémentaires, de rénover l'État social dans un sens plus solidaire et de financer des services publics proches des citoyens. Cela serait également un pas vers plus d'équité dans la redistribution des richesses.

En dehors de la coordination de la politique fiscale nationale il faut aborder ici également le budget de l'UE. Actuellement le plafond du budget est fixé à 1,27 pour cent du PIB de l'UE et cette somme, quoique faible, n'est pas épuisée. Sur fond d'élargissement et d'augmentation des exigences en matière de développement des politiques communautaires, mais aussi dans la perspective d'une accentuation des disparités régionales et des missions de coopération de développement, il faudra trouver d'urgence des fonds complémentaires.

Pour cette raison, il faut augmenter la base de fonds propres de l'UE. Cette augmentation peut se faire par le biais d'un relèvement dans toute l'UE des impôts sur l'énergie primaire et sur le kérosène. Par ailleurs, il faudrait introduire, au sein de l'UE, un impôt sur les mouvements boursiers et un impôt sur les transactions de devises à court terme (taxe Tobin). La taxe Tobin contribuerait à enrayer l'instabilité croissante qui règne sur les marchés financiers internationaux.

Au niveau institutionnel, les articles actuels significatifs pour le domaine fiscal, à savoir les articles 93 et 94 du Traité de la Communauté européenne, doivent être modifiés et il faut introduire dans une large mesure le principe de la majorité qualifiée pour les décisions prises au niveau du Conseil des ministres. Par ailleurs, il faudrait prévoir une réglementation en vertu de laquelle l'article 93 ne concernerait pas seulement le marché unique mais le marché commun dans son intégralité. Bien entendu, le Parlement européen doit dorénavant exercer un plein droit de législation sur le budget.

### **Politique salariale solidaire**

En raison des exigences très strictes fixées à la politique monétaire et fiscale, la politique salariale est soumise, en Europe, à des restrictions car, au niveau national, tous les écarts conjoncturels ne peuvent être équilibrés que par le biais d'adaptations salariales. En outre, au niveau européen lui-même, des pressions ont été exercées afin de limiter le plus possible les augmentations de salaire afin de garantir la stabilité des prix et abaisser les coûts du facteur travail.

Mais, étant donné que les augmentations de salaire sont en relation directe avec la demande intérieure, une telle politique a des effets négatifs sur le développement économique global. En conséquence, la

politique économique de l'UE devrait encourager des augmentations de salaire qui équilibrent, au moins, la croissance de la productivité et l'inflation afin d'augmenter, par ce biais, la demande intérieure et d'améliorer la situation sur les marchés du travail. En outre, il est nécessaire d'introduire une composante de redistribution qui puisse inverser, dans tous les États membres, la tendance observée d'une baisse de la part relative des salaires dans le revenu national.

La non-ingérence des pouvoirs publics dans les négociations entre les partenaires sociaux doit être garantie intégralement et d'une manière étendue dans une Union élargie.

En outre, les partenaires sociaux doivent avoir la possibilité de conclure des accords sociaux au niveau européen. Dans le nouveau Traité, il faut supprimer l'exclusion de la compétence de la Communauté à prendre des dispositions minimales pour la rémunération du travail, le droit d'association, le droit de grève, ainsi que le droit de lock-out.

#### **4.2. Union de l'emploi**

La réforme du Traité doit s'orienter suivant une nouvelle idée directrice du plein emploi. L'objectif du plein emploi doit comprendre des critères tels que la qualité du travail, un environnement de travail préservant la santé, la garantie des postes de travail tant au niveau social qu'au niveau des rémunérations, des revenus raisonnables, l'égalité des sexes et la conciliation de la vie professionnelle et privée. En outre, l'UE doit être compétente pour élaborer ses propres programmes de mesures en matière de politique pour l'emploi en coopération et en complément avec les activités des États membres.

La définition prise au sens strict de la politique de l'emploi comme politique du marché de l'emploi (actuellement: article 125 TCE) doit être abandonnée dans le nouveau Traité et remplacée dans sa conception par des « lignes directrices de l'UE pour un développement économique et social durable ». La politique de l'emploi est avant tout aussi une macropolitique. Dorénavant, il faut donc donner à la politique économique, la politique financière, la politique de formation, la politique de la recherche, la politique environnementale une orientation propre à contribuer à la solution des problèmes de l'emploi.

De même, les missions suivantes de la politique de l'emploi doivent être déterminées dans le cadre des « lignes directrices de l'UE pour un développement économique et social durable »:

- Réduction du temps de travail; qualité du travail et nouveaux modèles de conciliation de la vie professionnelle et privée
- Efforts de qualification pour la société de connaissance, pour la restructuration écologique, et pour des services éco-efficients et centrés sur l'être humain; mise en œuvre de la formation permanente
- Nouveaux postes de travail par la rénovation des services publics et d'intérêt général, renforcement des petites et moyennes entreprises (PME), emploi et économie sociale stimulée par les pouvoirs publics et mutation structurelle écologique de l'économie
- Égalité entre hommes et femmes

### 4.3. Union sociale

Partant du principe que tous les hommes ont droit à une vie indépendante dans la dignité (Article 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE), les dispositions relatives à la politique sociale dans l'Union devront être remaniées de fond en comble lors de la nouvelle version du Traité de l'UE dans le sens d'une constitution sociale européenne. Ceci implique, pour toutes les personnes qui vivent durablement en Europe, un droit garanti et sans condition à un revenu leur permettant d'assurer leur existence, à la protection et au bien-être social, ainsi qu'à la participation démocratique.

Les éléments clés du modèle social européen doivent être repris dans le Traité de Constitution (comme indiqué au point 2). En ce qui concerne les droits fondamentaux sociaux, le nouveau Traité devrait se référer explicitement à la Charte sociale européenne révisée de 1996. Les domaines de la politique sociale définis dans l'actuel Titre XI TCE devraient être soumis à la procédure du vote majoritaire au Conseil et à la codécision par le Parlement européen.

Dans le cadre des « lignes directrices pour un développement économique et social durable », l'UE pourrait désormais poser des exigences quantitatives et qualitatives, par exemple en vue de l'amélioration de la protection de la santé, du niveau des minima sociaux (proportionnelle au PIB par habitant), une norme européenne de salaire minimum (proportionnel au salaire national moyen), l'éradication de la pauvreté, en particulier la pauvreté des enfants, de la perte de logement et de l'analphabétisme. Il doit être possible, dans le cadre de cette procédure, d'obliger les États membres à élaborer des programmes de mesures concrètes. La collaboration européenne dans le domaine de la politique des retraites et de la santé doit renforcer l'assurance retraite et l'assurance maladie solidaires.

Pour faire de l'Europe une Union sociale, il faudrait ancrer un pacte de stabilité sociale dans le nouveau Traité. Les États membres de l'UE ne devraient plus avoir la possibilité de recueillir des avantages de concurrence en réduisant les prestations sociales. Cela doit être obtenu par un accord sur des couloirs sociaux. Le critère déterminant devrait être représenté ici par les quotas de prestations sociales des États membres par rapport au PIB. Étant donné que ces quotas sont très variés, il faudrait (du moins au début) qu'il y ait trois à quatre couloirs réunissant les pays ayant un quota de prestations sociales similaire. Tout écart par rapport à la valeur initiale vers le bas entraînerait, pour les pays concernés, une procédure de consultation et, le cas échéant, des sanctions. Un écart vers le haut serait possible à tout moment et aurait pour effet un relèvement du couloir. Cette procédure pourrait motiver d'autres pays impliqués à augmenter également leur quota de prestations sociales. Pour faire avancer le progrès social en Europe, les États membres devraient en outre s'engager à augmenter leur quota de prestations sociales d'un montant au moins équivalent à la croissance de PIB afin de ne pas s'écarter de la valeur initiale. De cette manière, le développement social serait couplé au développement économique.

Ce concept présente l'avantage de laisser la composition des dépenses sociales et la structure des régimes de protection sociale aux États membres et il ne serait pas nécessaire d'harmoniser au niveau européen les régimes de l'État-providence qui ont connu des développements et des formulations différents.



#### 4.4. Union de l'environnement

Dans l'actuel article 174 du Traité CE, la Communauté revendique une politique de prévention et de prévision pour l'environnement avec un niveau de protection élevée. En outre, l'actuel article 6 du Traité CE comporte une clause horizontale de politique de protection de l'environnement que les exigences de la protection de l'environnement devraient intégrer en conséquence lors de la détermination et de l'application des politiques communautaires mentionnées dans l'article 3 du Traité CE, en particulier pour la « promotion d'un développement durable ». Cependant, les domaines d'application de cette clause horizontale ne se réfèrent justement pas à l'Union économique et monétaire mentionnée dans l'article 4 du Traité CE. Par ailleurs, on ne sait pas clairement ce que l'on entend concrètement ici par le concept de développement durable.

D'après l'actuelle clause horizontale sur l'environnement, il faudrait, par exemple pour des projets touchant aux domaines des transports ou des réseaux transeuropéens, vérifier à chaque fois leur impact sur l'environnement. Cela pourrait entraîner, par exemple, des contraintes en matière de protection sonore ou de tracés de voies ferrées ou de projets de construction de route. Certes, les aspects de la protection de l'environnement seraient ainsi pris en considération, mais le nombre total des projets pourrait entraîner un nouvel accroissement du trafic. Voilà qui serait précisément inconciliable avec un développement effectivement durable. C'est pourquoi il est nécessaire, en premier lieu, de concrétiser et de préciser le principe du développement durable dans une clause horizontale du nouveau Traité. Ensuite cette clause pourrait également s'appliquer au domaine de l'Union économique et monétaire.

Des subventions pour la promotion de la protection intégrée de l'environnement doivent être qualifiées de conciliables avec le marché commun (modification de l'actuel article 87 TCE). Le Traité EURATOM doit être abrogé.

Dans les « lignes directrices de l'UE pour un développement économique et social durable », il faudrait convenir de prescriptions qui s'appuieraient sur des indicateurs structurels et ce, en vue de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO<sup>2</sup>, d'augmenter la part d'énergies renouvelables dans la production d'énergie, de réduire les flux de matières et de mettre en œuvre des circuits fermés de matières (par exemple recyclage des eaux industrielles, gestion des déchets, des enlèvements d'ordures et du retraitement etc.) et d'inverser la tendance en ce qui concerne le bétonnage et le goudronnage des surfaces et l'accroissement du trafic.

## **Exigences posées au Traité de Constitution européenne**

### **Politique monétaire**

- Modification du catalogue des missions de la BCE: stabilité des prix, plein emploi et développement économique durable doivent être posés comme objectifs équivalents de la politique monétaire (actuellement: article 105 TCE)
- Transposition du statut de la BCE dans le droit secondaire de l'UE; publication des procès-verbaux de séances et du comportement des votes dans le conseil des gouverneurs de la BCE
- Suppression des dispositions transitoires pour la deuxième et la troisième phase de l'union monétaire (actuellement: articles 116 et suivants et articles 121 et 124 TCE) et fixation de critères pour l'adhésion d'autres États membres à la zone euro

### **Politique budgétaire et financière**

- Modification de l'actuel article 104 TCE, du protocole sur la procédure en cas de déficit excessif et du pacte de stabilité et de croissance, en ce sens qu'il puisse permettre un endettement orienté vers les investissements et empêcher des déficits structurels
- Introduction dans une large mesure de la majorité qualifiée pour la prise de décisions au Conseil des ministres et la codécision du PE dans le domaine fiscal (actuellement: Articles 93 et 94 TCE); plein droit de législation pour le Parlement européen en matière de budget

### **Union de l'emploi et Union sociale**

- Ancrage du principe de l'État social avec l'objectif du plein emploi dans la partie constitutionnelle du Traité de Constitution
- Annulation de l'exclusion de la compétence en matière de lignes directrices pour la rémunération du travail, le droit d'association, le droit de grève ainsi que le droit de lock-out (actuellement: article 137 alinéa 6 TCE)
- Remaniement des dispositions de la politique sociale (actuellement: Titre XI TCE) dans le sens d'une constitution sociale européenne et référence à la Charte sociale européenne révisée de 1996
- Codécision du Parlement européen dans tous les domaines de la politique sociale
- Ancrage d'un pacte de stabilité sociale dans le Traité de Constitution européenne

### **Union de l'environnement**

- Ancrage du principe de développement durable dans toutes les politiques communautaires impliquées (précision de la clause horizontale sur l'environnement)
- Modification du droit des subventions en ce sens que les subventions destinées à la promotion de la protection intégrée de l'environnement sont compatibles avec le marché unique (actuellement article 87 TCE)
- Abrogation du Traité EURATOM